



“ Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ” : répression et violence structurelle au Soudan

Clément Deshayes, Anne-Laure Mahé

► To cite this version:

Clément Deshayes, Anne-Laure Mahé. “ Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ” : répression et violence structurelle au Soudan. *Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale*, 2020, n° 53 (2), pp.83-99. 10.3917/psud.053.0083 . hal-04933499

HAL Id: hal-04933499

<https://hal.science/hal-04933499v1>

Submitted on 13 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

« ILS NE MOURAIENT PAS TOUS, MAIS TOUS ÉTAIENT FRAPPÉS » : RÉPRESSION ET VIOLENCE STRUCTURELLE AU SOUDAN

Clément Deshayes

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, LAVUE
deshayes.clement@gmail.com

Anne-Laure Mahé

Chercheuse Afrique de l'Est
Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire
anne-laure.mahe@irsem.fr

RÉSUMÉ/ABSTRACT

À partir de « trajectoires de répression » de militants opposés au régime soudanais de l'Inqaz (1989-2019) et d'une enquête ethnographique, l'article se propose d'étudier le « système répressif » de cette situation autoritaire. Il mobilise à cette fin le concept de continuum de la violence qui met en évidence les interactions entre violence d'État, violence structurelle et violence interpersonnelle et permet de questionner l'idée d'une violence propre au régime. L'analyse de la mise en œuvre de la violence d'État démontre la grande porosité de celui-ci aux hiérarchies sociales établies au cours du processus de construction postcoloniale de l'État. Le projet civilisationnel fondé sur l'arabisation et l'islamisation de la société porté par l'Inqaz provoque toutefois une reconfiguration des liens entre violence structurelle et violence d'État, cette dernière se déployant à travers un ensemble de pratiques d'humiliations et de violences quotidiennes. La répression est enfin une relation sociale dont le déroulement est défini en partie par l'autonomie limitée de l'appareil répressif aux normes et hiérarchies régissant la société dans son ensemble.

Based on the «repressive trajectories» of militants opposed to the Sudanese regime of Inqaz (1989-2019) and an ethnographic survey, the article sets out to study the «repressive system» of this authoritarian context. To this end, it mobilizes the concept of the continuum of violence, which highlights the interactions between state violence, structural violence and interpersonal violence, and enables us to question the idea of a type of violence that is specific to the regime. The analysis of the implementation of state violence demonstrates how porous the state is to social hierarchies that have been built through the process of post-colonial state building. However, the civilizational project promoted by Inqaz, based on Arabization and Islamization, provokes a reconfiguration of the links between structural violence and state violence, the latter unfolding through a set of practices of humiliation and daily violence. In the end, repression is also a social relationship whose course is partly defined by the limited autonomy of the repressive apparatus to the norms and hierarchies governing society as a whole.

MOTS-CLÉS/KEYWORDS

Répression, continuum de la violence, violence structurelle, violence d'État, Soudan
Repression, continuum of violence, structural violence, state violence, Sudan

INTRODUCTION

Le 15 juin 2020, le procureur général du Soudan annonce la découverte de deux fosses communes à Khartoum. La première contiendrait les dépouilles de vingt-neuf officiers militaires exécutés de façon extrajudiciaire en 1990 et la seconde les corps de jeunes conscrits tués en 1998 dans un camp d'entraînement. Cette découverte ravive les douloureuses mémoires du régime de l'Inqaz¹, mis en place en 1989 par un coup d'État militaire organisé et soutenu par le National Islamic Front (NIF). Renversé en avril 2019 au terme d'un épisode révolutionnaire, il s'est caractérisé par son usage d'une répression particulièrement violente alliant coercition préventive basée sur des stratégies d'empêchement (arrestations, harcèlement judiciaire ou administratif, menaces auprès des familles) et réactive usant de violences physiques. Ces dernières prennent la forme d'un maintien de l'ordre brutal par la police, les forces de sécurité et les milices, dans lequel la torture, et notamment le viol, occupe une place particulière puisqu'elle est quasi-systématique lors des arrestations². Ces pratiques ont certes évolué pendant trente ans, notamment au début des années 2000 lorsque le pays connaît une période de relative ouverture politique à laquelle l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 mettra fin (Deshayes, Vezzadini, 2019). Pour autant, si à Khartoum s'ouvraient des espaces permettant l'émergence de nouveaux mouvements contestataires (Deshayes, 2019), c'est durant cette même période que le gouvernement combat avec une grande violence les mouvements rebelles darfouriens dans l'ouest du pays.

Ce recours répété à la violence fait de l'Inqaz un cas atypique dans l'univers des régimes conceptualisés comme autoritaires dans la période post-troisième vague de démocratisation, souvent considérés comme en faisant un usage restreint (Picard, 2008). La question de la violence d'État, « le plus souvent subsumée sous le vocable de 'répression' (Cormier et Erdinç, ce numéro) », n'est pas absente des analyses du pouvoir autoritaire (Hermet, 1985 ; Médard 1991), mais elle est davantage analysée dans ses relations à l'activité contestataire (Combes, Fillieule, 2011) qu'en tant que composante d'une mécanique de la domination qui la dépasse. La répression en contexte autoritaire est également caractérisée par ses dimensions aléatoires et discrétionnaires, ne faisant pas « système » et fonctionnant davantage comme des rappels à l'ordre et non des exclusions définitives (Hibou, 2006, p. 10). Une telle perspective doit toutefois être interrogée dans le cas de l'Inqaz, car la répression y est inscrite dans la mise en œuvre d'un « projet civilisationnel » et apparaît dès lors comme un outil central de production de la conformité.

Pensé en particulier par le chef du NIF, Hassan al-Turabi, ce projet consiste en la production d'un individu et d'une société islamique (Al-Affendi, 1991 ; Gallab, 2008). L'État joue ici une place centrale : sa bureaucratie, son monopole sur la loi et la violence, et son hégémonie culturelle en font un outil particulièrement

1. L'expression Inqaz, qui signifie "Salut", pour désigner le pouvoir soudanais provient du coup d'État de 1989 et du nom du Conseil du Commandement Révolutionnaire pour le Salut National, qui prend alors le pouvoir.

2. Les arrestations dites administratives peuvent durer de quelques semaines à quelques mois avant que des jugements soient rendus. Il y a également de nombreux cas de disparitions.

utile de la mise en conformité des comportements individuels et des institutions économiques et sociales avec la vision portée par le NIF (Salomon, 2016). La répression ne relève cependant pas uniquement de l'appareil sécuritaire étatique : les agents qui l'exercent officient également dans des administrations non spécialisées, comme l'ont montré par exemple les études sur la planification urbaine à Khartoum (Ireton, 2015), ainsi que dans un ensemble d'organisations non étatiques telles que les syndicats professionnels, les associations d'entraide sociale, les organisations religieuses ou tribales qui quadrillent la vie quotidienne des Soudanais. La répression s'applique en outre sur un large éventail de comportements sociaux : coupes de cheveux, production d'alcool, habillement des femmes... De ce fait, elle ne touche donc pas uniquement une catégorie restreinte de militants actifs.

Cette dimension ordinaire de la violence et ses liens avec un projet idéologique fort permettent-ils de lire la violence dans cette situation autoritaire comme « faisant système » ? Et quelles seraient les caractéristiques de ce système propre à l'Inqaz ? Pour répondre à ces questions, nous proposons d'analyser la répression comme recouvrant un ensemble dynamique de différentes formes de violences situées sur un continuum : violence d'État, violence structurelle, et violence interpersonnelle. Développé en premier lieu par les approches féministes des violences de genre (Kelly, 1987), le concept de continuum de la violence a été repris et travaillé par les anthropologues P. Bourgois et N. Scheper-Hughes (2004 ; 2012). Le terme de violence d'État renvoie à une violence légale s'incarnant traditionnellement dans les pouvoirs de police et les pratiques de maintien de l'ordre (Crettiez, 2008), tandis que la violence structurelle fait référence à la mise en place d'un ordre dominant qui rend naturelles et pensables la discrimination et l'exploitation de certains groupes sociaux à travers la production des idéologies et des stigmates liés à la race, la classe, la caste, le sexe et autres. C'est la violence qui se trouve dans les hauts taux de mortalité ou de pauvreté de certaines catégories de la population (Bourgois, 2001). Enfin, les violences interpersonnelles mettent en relation directe les individus, identifiant clairement victimes et coupables, et « ne concernent l'État que dans la mesure où elles relèvent de son obligation de maintien de l'ordre public » (Crettiez, 2008). Cette forme de violence n'en est pas moins politique, comme l'ont démontré les travaux sur les violences de genre et domestiques (Falquet, 1997). Ces trois formes de violences peuvent avoir des dimensions physiques et symboliques, ces dernières étant entendues comme une forme de violence qui n'est pas reconnue comme telle et s'exerce avec le consentement silencieux de ceux qu'elle vise (Bourdieu, 1977)³.

Ces violences sont conceptuellement distinctes, mais le concept du continuum permet d'envisager que leurs frontières sont perméables et qu'elles contribuent ensemble à la reproduction de hiérarchies sociales et de structures de domination. Ce faisant, le concept de continuum nous permet de questionner l'idée d'une violence propre à un « régime » en historicisant les pratiques répressives et les logiques qui les organisent, car la violence exercée par l'État et ses agents est imbriquée dans les lectures que font les acteurs de rapports sociaux de classe, genre et origine « eth-

3. À l'instar de nombreux auteurs après Bourdieu, nous n'entendons pas cette forme de violence comme relevant uniquement de l'État, comme ce dernier le suggérerait initialement.

notribale⁴ » qui ne sont pas uniquement le fruit de l'ingénierie sociale de l'Inqaz. C'est principalement aux relations entre violence d'État et violence structurelle que notre analyse s'intéresse, mettant en évidence comment leur rencontre produit un « système répressif » fragmenté, marqué par un mélange paradoxal de systématisme de la violence et d'incertitude dans les temporalités et les formes de son application.

Empiriquement, l'analyse s'appuie sur les « trajectoires répressives » de trois militants soudanais issus de milieux sociaux distincts : celle de A qui représente la bourgeoisie militante, celle de B qui est un avocat réfugié du Darfour, et enfin celle de C, personnalité publique connue nationalement pour son engagement. Ces trajectoires sont reconstruites à partir d'entretiens biographiques et de conversations informelles lors d'enquêtes menées entre 2015 et 2019 à Khartoum⁵. Elles n'ont pas vocation à être idéal-typiques, mais à décrire la diversité des expériences de la répression et les dynamiques sociales qui les ordonnent et les expliquent. Ainsi, « l'échantillon ethnographique » de cet article (Werner, Bernard, 1994) ne prétend pas atteindre une « représentativité » quantifiable des formes de violence et de répression subies, mais essaie de décrypter « l'espace des représentations et des pratiques courantes » de celles-ci (Olivier de Sardan, 1995).

Le choix de s'appuyer sur ces trajectoires s'explique en outre par des enjeux méthodologiques et éthiques. D'abord, la collecte des données a été réalisée dans une « situation de contrainte » (Pommerolle, Vairel, 2009) où enquêter au cœur de l'appareil sécuritaire était impossible, nécessitant d'aborder la question de la répression via les trajectoires et subjectivations d'acteurs ayant subi le poids ordinaire et extraordinaire que représente le continuum de violence. Cette situation conduit à l'adoption de diverses mesures de protection des enquêtés mais également à conserver un fort degré d'informalité dans nombre d'échanges. Ensuite, la mise en exergue des trajectoires permet de rappeler que la répression est une expérience physique et psychologique vécue de façon quotidienne par les individus.

LE POIDS DES HIÉRARCHIES SOCIALES : VIOLENCE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Les formes que prend la répression épousent et reproduisent largement les hiérarchies sociales et donc les formes de violence structurelle présentes dans la société soudanaise. Par conséquent, la répression, bien que massive et brutale, est inégalitaire dans son application : pour une partie de la population cumulant plusieurs formes d'exclusion, elle s'inscrit en continuité d'une violence structurelle fondée sur des inégalités de classe, d'origine géographique, ethnique et de genre dont la

4. Sans nous attarder sur les débats autour de l'usage des termes d'ethnie ou de tribu et de leur construction historique (Amselle, M'Bokolo, 2005), et notamment coloniale (Asad, 1973), nous avons fait le choix de rendre compte des mots et manières de lire le monde social des enquêtés qui montrent que ces catégorisations sont des réalités mouvantes et plastiques (Bonte *et al.*, 2001).

5. Ces terrains de recherches se sont déroulés dans le cadre de doctorats qui portaient sur la négociation de la domination autoritaire dans la région du Kordofan du Nord (Mahé, 2017) et sur les contestations urbaines au travers de l'étude de deux mouvements politiques clandestins à Khartoum et Omdurman (Deshayes, 2019).

construction s'insère dans des dynamiques historiques longues. Se dessine alors une division basée sur la classification sociale (dont l'État soudanais est un acteur central) entre ceux pour qui la violence fait partie de l'ordinaire et ceux pour qui elle appartient au domaine de l'extraordinaire. En réalité, cette séparation est analytique et recoupe des situations variées et complexes en fonction des combinaisons multiples des caractéristiques sociales des individus.

La violence physique et symbolique exercée par les institutions étatiques, si elle s'abat avec force sur les opposants, ne prend pas les mêmes formes en fonction de la perception par les agents administratifs des caractéristiques sociales des réprimés. Ainsi, certains militants comme A ont pu parfois jouer de leur statut pour se protéger des mauvais traitements.

Trajectoire 1. A., la bourgeoise militante

A., 37 ans au moment des entretiens, appartient à l'élite soudanaise. Membre d'une famille *effendi*, elle a grandi entre le chic quartier d'Amarat et Londres où elle a par ailleurs fait ses études de communication. Son père est un riche commerçant soudanais originaire du nord du Soudan (tribu riveraine) et de manière générale sa famille compte depuis l'indépendance de nombreux hauts fonctionnaires, riches commerçants et hommes politiques de premier plan. Sa famille est historiquement liée à la confrérie de la Khatmyya et au *Democratic Unionist Party*, néanmoins son père et sa famille proche n'ont pas été touchés par les purges menées par l'Inqaz et ont pu continuer à conduire leurs affaires. Elle est mariée jeune à un membre de la famille Mahdi, descendante du Mahdi, ce chef politico-religieux qui chassa les Anglais du Soudan et établit le premier État théocratique soudanais au XIX^e siècle. Elle a un enfant avant de divorcer et de s'installer seule. Sa trajectoire militante commence dans le milieu associatif et se prolonge dans sa carrière professionnelle au sein d'organisations internationales qu'elle juge hostiles au régime. Elle est recrutée par *Sudan Change Now* (SCN) - un mouvement de contestation - en 2011 et devient rapidement membre du Bureau de l'organisation au sein duquel elle assure la coordination des tâches de communication. À la suite de divergences avec la ligne du mouvement, elle rejoint le *Sudan Congress Party* en 2015 et s'implique dans l'Appel du Soudan, une plateforme réunissant de nombreux partis politiques soudanais, des associations et des groupes armés rebelles. Elle a été arrêtée à deux reprises en 2013 et 2015. Lors de ces deux détentions, qui n'ont pas duré plus huit jours, elle n'a pas reçu de mauvais traitements. Néanmoins, elle est contrainte de démissionner de son travail après sa première incarcération, cette institution internationale lui ayant demandé de cesser ses activités politiques en réponse à des pressions des services de renseignement, le *National Intelligence and Security Service* (NISS).

A. raconte qu'elle a été plutôt bien traitée lors de son arrestation par le puissant organe de sécurité, le NISS, au cours des manifestations insurrectionnelles de 2013 comme elle l'explique en 2015 :

« X et moi, nous n'avons pas eu de problèmes comme les autres femmes, nous venons de grandes familles. [...] Ils [*les agents*] ne savent pas si nous ne connaissons pas des gens importants. [...]

Ils voient où nous habitons, nos noms de famille, notre couleur de peau. [...] Ils ne veulent pas de problèmes donc quand nous demandons à manger ils nous apportent. Lors de notre arrestation en 2013, j'ai directement joué le côté « dominant », car je ne voulais pas qu'il m'arrive quelque chose. Je leur ai dit clairement : je viens de telle famille, j'habite à tel endroit et je travaille pour cette organisation internationale. Je suis restée 8 jours ».

Cet exemple possède un caractère quelque peu exceptionnel, car un autre militant dans une situation similaire sera, lui, torturé et battu. De même, un porte-parole de *Sudan Change Now* (SCN), médecin et ancien cadre du Parti Communiste (PC), évitera, probablement en raison de sa renommée et son prestige familial, le traitement reçu par un autre militant du PC issu d'une famille populaire, lui, torturé pendant trois mois et dont les séquelles l'obligeront à se rendre en Égypte pour se faire opérer de l'œil et du dos.

Ces exemples montrent que la classe sociale et le prestige familial protègent partiellement de la violence. Surtout, la violence et les contraintes que subissent ces acteurs seront extraordinaires dans le sens où elles ne s'articulent pas, dans leur cas, à une violence structurelle adossée à de multiples formes de domination qui s'expriment de manière quotidienne. Les conditions de détention, la durée et le caractère secret de celle-ci varient selon la classe sociale des détenus et de leur capital social. Ainsi, à la fin des années 1990, un membre dirigeant du syndicat étudiant Front Démocratique est tombé dans le coma à la suite d'une arrestation par les services de renseignement. Son père, ancien général mis en retraite anticipée lors du coup d'État de 1989, et par ailleurs, appartenant à une « élite tribale » riveraine (Ahmed, 1979), mobilisa ses anciens collègues pour que son fils reçoive des soins et soit finalement autorisé à rentrer chez son père pour sa convalescence. Ce concept d'élite tribale fait référence à des chefs qui ont été érigés en intermédiaires entre l'État et la population durant la période coloniale et postcoloniale et qui se sont progressivement constitués en groupe social occupant des positions de pouvoir dans l'administration et l'économie (Saeed, 1982 ; Casciarri, 2009). Ces élites allient des capitaux symboliques liés au prestige de leur histoire familiale, à un haut niveau d'éducation et à des responsabilités dans l'État postcolonial. Fréquemment, les relations familiales permettent d'éviter des emprisonnements, d'obtenir des informations sur les lieux, les conditions de détention et enfin de faire passer de petits colis ou de téléphoner aux détenus. Ces petites faveurs qui diminuent le coût de la détention sont essentiellement le monopole de classes sociales urbaines dominantes.

L'intensité de la violence subie lors des détentions dépend donc à la fois des relations et de la classe sociale, mais aussi d'une combinaison de différents éléments, tels que la couleur de peau, le prestige familial, le type de militantisme, la tribu et l'origine ethnique. Il faudrait pour plus de précision inverser le raisonnement pour identifier les déterminants communs de la répression : la torture semble ainsi systématique contre les opposants politiques. Seules quelques personnes réunissant

des propriétés sociales rares en sont exemptes et encore, pas systématiquement. La différence semble résider plutôt dans l'intensité des tortures. La violence s'exprime alors selon un gradient, plus ou moins objectivé par les réprimés et les agents de la violence d'État, qui tire ses racines de l'imbrication des formes de hiérarchisation et qui contribue en retour à en cristalliser les frontières sociales.

Les militants arrêtés lors de périodes de révolte ou d'action en lien avec le Darfour reçoivent ainsi un traitement particulièrement dur. Comme nous l'explique un militant de SCN cette inégalité crée des tensions entre les militants de différents groupes et contribue à solidifier la fragmentation de l'opposition selon des lignes identitaires et régionales :

« C'est une des sources du problème que nous avons parfois avec les militants du Darfour. Ils nous disent "nous subissons plus que vous. Vous, ils vous traitent bien". Mais j'ai été battu en prison, j'ai des marques sur le corps aussi... malheureusement c'est vrai, de ce que j'ai vu en prison c'est pire pour eux... l'électricité, les trucs sexuels... » (26 ans, Khartoum, novembre 2016)

Combinées aux politiques discriminatoires de l'État, ces différences de traitement selon des critères ethniques tendent à rigidifier les frontières identitaires et à politiser les appartenances. Ce ciblage des militants originaires de zones périphériques marquées par la guerre est à replacer dans la sociogenèse de l'État soudanais et dans le contexte des politiques discriminatoires fluctuantes d'arabisation et d'islamisation du pays depuis la période coloniale⁶. La question de l'identité en termes « d'arabité » est devenue prépondérante dans ce pays qui revendique son attachement au monde arabe. Ces orientations ont durci des formes multiples de violences structurelles et de marginalisation de populations issues essentiellement du sud du Soudan et du Darfour. La concentration du pouvoir au Soudan autour d'élites « traditionnelles », favorisées par le colonisateur et qui ont investi l'éducation supérieure pour perpétuer leur pouvoir et leur domination, n'est plus à démontrer (Sharkey, 2003). Cette accumulation du pouvoir aux mains d'un groupe restreint, communément appelé les *effendis* au Soudan, dont le recrutement s'effectue essentiellement au sein des tribus arabes riveraines, entraîne une marginalisation certaine des populations ne regroupant pas ces caractéristiques.

Un militant du *United Popular Front*, un parti lié à un groupe armé du Darfour, qui se définit lui-même comme appartenant au groupe Four, et qui a grandi à Nyala au Darfour, décrit son expérience et la différence de traitement en fonction de son appartenance :

« Ils disent qu'ils sont torturés, mais ce n'est pas pareil. Nous, ils [les géôliers] nous disent que nous ne sommes pas des hommes. Que nous sommes des "esclaves" (*abid*), qu'ils peuvent faire ce qu'ils

6. Il est entendu ici que la tribu ou l'ethnie sont des réalités sociales mouvantes et plastiques (Bozarslan, 2015) et que la manipulation politique des identités n'a rien de nouveau (Schlee, Watson, 2009).

veulent. À chaque fois que nous sommes arrêtés, nous sommes torturés. Certains meurent ou disparaissent et personne ne sait ce qui leur arrive [...]. Les autres opposants ne comprennent pas ce que nous vivons. » (31 ans, Khartoum, décembre 2017)

Il est évidemment ardu de faire une gradation de ce type d'actes, pourtant il semble que l'intensité soit décuplée en fonction de marqueurs sociaux et identitaires, avec des formes de déshumanisation et d'humiliation qui passent par des tentatives de dévirilisation dans une société valorisant la masculinité des hommes, avec le recours au viol. Au travers de ces traitements inégalitaires, la violence d'État participe au processus d'assignation et de classification identitaire opéré par l'administration soudanaise et tend à politiser ces appartenances en les rigidifiant. Cette fragmentation de la répression selon des critères raciaux et ethnotribaux entraîne également une fracturation des oppositions. Cette question renvoie à ce qui a été défini comme le « paradoxe minoritaire » par Didier Fassin (2006) dans le prolongement de Joan Scott (1998). Cette notion permet d'appréhender comment un groupe minoritaire, dans le sens où celui-ci est minoré par les politiques étatiques et par les rapports structurels de domination dont découle la violence structurelle, tend à s'exprimer en tant que groupe minoritaire pour réclamer un traitement égal. La répression de l'État soudanais et les « règles » du faisable et d'application de celle-ci s'inscrivent ainsi comme une des formes de violence imbriquée dans un continuum de violence adossé aux rapports de domination qui régissent le jeu politique soudanais et s'enracinant dans le développement asymétrique de l'État depuis la période coloniale (Chevrillon-Guibert, 2013).

LES RECONFIGURATIONS DU CONTINUUM DE VIOLENCE AU PRISME DU PROJET CIVILISATIONNEL DE L'INGAZ

À partir de 1989, le nouveau régime a été porteur d'une politique radicale de transformation fondée sur l'islamisation de la société et des formes ambivalentes d'arabisation qui n'ont fait que renforcer les formes de violences symboliques et physiques que subissent des groupes marginalisés. Érigées en populations dangereuses pour l'État (Choplin, 2006), notamment du fait des guerres civiles, elles ont été reléguées aux périphéries des centres urbains (Pérouse de Montclos, 2001), et soumises à un contrôle policier particulièrement dense. Ce sont ces populations regroupant plusieurs formes de dominations qui cumulent aussi des formes multiples de répression et de violence. La question du rapport entre la classe sociale et la construction identitaire de l'ethnicité ou de la tribalité se pose avec acuité du fait de l'ethnisation de rapports d'inégalité et de la politique étatique et économique, nommée arabisation (Sharkey, 2008). Les expressions de cette politique identitaire prennent racine dans les formes économiques d'exploitation et de domination liées au développement des procédés d'accumulation et de marchandisation des échanges (El-Battahani, 2009). Ainsi le nouveau pouvoir, tout en s'inscrivant

dans des formes de dominations et de violence structurelle qui le précèdent, en approfondit certains aspects et développe également des spécificités propres en lien avec son projet « révolutionnaire » de transformation de la société et des mœurs.

La violence subie par ces populations s'articule désormais à une violence des discours de l'État et de nombreuses pratiques d'humiliations et de violences quotidiennes. Dans ce régime où la référence islamique est une norme des discours et où l'esthétique de l'islam est omniprésente dans l'espace public et social (Choplin, 2006 ; Salomon, 2016), les discours militants de l'État appelant la jeunesse à faire le Jihad contre ses populations – au Soudan du Sud puis après la séparation dans le Nil Bleu et dans les Monts Noubas - et dont certains responsables utilisent des mots comme « esclaves » ou « cafard » pour les désigner, véhiculent une violence sémantique considérable. Ces discours d'exclusion s'articulent avec des pratiques multiples qui incarnent cette violence structurelle : l'islamisation forcée des noms des personnes originaires des Monts Noubas, l'interdiction de parler d'autres langues que l'arabe dans les écoles dans les régions sous peine d'être battu, les politiques urbaines d'éloignement et de déguerpissement des populations considérées comme dangereuses qui impliquent souvent l'éclatement des familles étendues pour éviter la recréation de solidarité villageoise (Ireton, 2015), etc.

À titre d'exemple, B., lors d'une discussion collective avec un de ses amis militants Nouba, nous livrera un exemple de ces humiliations et violences ordinaires :

« Il y a quelques mois nous buvions un café au Suq (marché) Mayo avec M. Un policier est venu pour nous contrôler. Je lui ai demandé pourquoi il faisait cela. Il m'a répondu que nous sommes des Africains et que c'était comme cela. Il s'est ensuite adressé à mon ami Nouba en lui disant de retourner dans son pays au Soudan du Sud (les Monts Nouba se trouvent au Soudan) qu'il n'y a pas de place pour lui ici. Nous n'avons rien pu répondre. »

Cette inégalité de traitement face à la répression s'articule à une criminalisation des activités culturelles de ces groupes. Celles-ci, perçues comme de potentielles concurrences au projet identitaire du régime sont soumises à des contrôles et des répressions particulièrement brutales. Le ciblage des femmes du Sud-Soudan fabriquant la bière traditionnelle, la *marissa*, est un cas typique de cette politique. Les associations culturelles ou étudiantes régionales, si elles sont dans la plupart des cas autorisées, sont régulièrement attaquées par des membres du parti au pouvoir, car porteuses symboliquement d'un ordre social alternatif. À cela, ajoutons que ces populations ne sont pas seulement contrôlées et réprimées pour leurs orientations politiques supposées. Une des particularités du pouvoir soudanais est d'articuler la répression à une idéologie religieuse. Ainsi, le contrôle de l'espace et la violence de l'État s'expriment dans des termes religieux, au nom de lois particulières (les lois d'ordre public) et au travers de polices des mœurs. Si les appareils de contrôle sont utilisés dans l'ensemble des villes et pèsent sur toutes et tous, ils prennent un sens particulier dans les quartiers et villes majoritairement habités par des populations que le régime considère comme « africaines ».

Trajectoire 2. B., l'avocat réfugié du Darfour

La trajectoire de B. est emblématique de l'accumulation et l'entrecroisement de formes de violence. B. est né au début des années 1990 au Darfour dans une famille de petits notables d'un village proche de Geneina. Son village a été détruit et plusieurs membres de sa famille ont été tués dans les premières années de la guerre civile au Darfour. Il grandira ensuite dans un camp de réfugiés au Darfour. Adulte, il se rend à Khartoum pour commencer des études de droit. Il s'installe avec plusieurs membres de sa famille (cousins et cousines) dans une petite maison dans le quartier très populaire de Mayo. Durant ses études, il milite au sein des Associations d'Étudiants du Darfour, puis son diplôme en poche, il rejoint la *Darfur Bar Association*, une organisation qui fait du plaidoyer concernant les crimes de guerre au Darfour et qui défend bénévolement les personnes discriminées. En sus de son expérience de la guerre et de la migration, B. a été arrêté et torturé à plusieurs reprises lorsqu'il était étudiant puis avocat. Sa dernière détention date de la révolution soudanaise et a duré 4 mois durant lesquels sa famille n'a pas reçu de nouvelles. Il a également été arrêté à la suite des manifestations de 2013 au cours desquelles plusieurs personnes de son quartier ont été tuées. Particulièrement surveillé, B. a toujours été précautionneux lors de nos entretiens et ne souhaitait pas que nous nous rendions sur son lieu d'habitation de peur d'être dénoncé.

Les manifestations à l'échelle d'une ville comme Khartoum montrent la différence dans l'utilisation de la répression en fonction des catégorisations de la population. En septembre 2013, l'arrêt des subventions sur l'essence entraîne une vague de manifestations insurrectionnelles au Soudan. La réaction du régime est brutale : la répression fait 210 morts en quelques jours⁷. Un jeune homme vivant dans un quartier huppé de la capitale est devenu le symbole de la répression aveugle du régime, néanmoins il faut rappeler que l'immense majorité des victimes résidait dans des quartiers périphériques et marginalisés de la capitale. Ainsi, plus les manifestants se trouvaient loin du centre-ville et des quartiers habités par les élites riveraines et les catégories les plus aisées, plus la répression s'est abattue avec force. Les quartiers où l'essentiel de la violence s'est déroulé sont ceux de Mayo, Umbaddah et Hajj Yusef (Deshayes, 2019) qui abritent d'anciens camps de réfugiés et de déplacés et dont les habitants sont majoritairement originaires du Darfour, du Soudan du Sud, des Monts Noubia et du Nil Bleu, qui y résident (Denis, 2005).

La répression et ses agents se servent des rapports de domination et de hiérarchisation sociale comme d'une boussole dans l'utilisation des moyens de répression. Il est évident que les critères sociaux qui déterminent les moyens utilisés et l'intensité de la violence ne sont pas les seuls ressorts de la répression politique et sociale. D'autres critères de contexte, temporalité, mais aussi de calculs des acteurs entrent en jeu. Néanmoins, tout en considérant que l'ethnie est une construction sociale souple aux contours mouvants et évolutifs, l'ethnisation des représentations sociales et politiques produit du réel et est un des multiples ressorts de la violence. Celle-ci est enchevêtrée dans une violence structurelle à l'encontre de certaines populations

7. D'après le *Sudan Doctor's Committee*, une organisation de médecins opposée au régime.

érigées en ennemi intérieur. Nous pouvons en outre nous interroger sur la quotienneté de la violence structurelle et de sa propension à discipliner les corps autant que les esprits (Deshayes, 2019). L'utilisation systématique du fouet dans les écoles et lors du service militaire n'est pas sans rappeler la politique de la « chicotte » décrite par Bayart dans un autre contexte (2008). La punition corporelle et la violence physique exercée par les agents de pouvoir dans la société et plus particulièrement sur les populations dominées, car les classes supérieures échappent bien souvent aux punitions corporelles publiques, forment une éducation à la violence qui s'articule à la violence symbolique. La continuité de la violence prend aussi bien souvent la forme d'une violence contre soi au travers de comportements addictifs et « dangereux » qui se retrouvent massivement par exemple chez les militants soudanais.

Ainsi, la violence de l'État soudanais s'insère dans un processus qui tire ses racines dans la formation coloniale et postcoloniale de l'État et des formes de stratifications sociales. Néanmoins, l'Inqaz possède des caractéristiques qui lui sont propres. Tout d'abord, en portant un projet idéologique fort, le pouvoir soudanais a fait entrer les formes de la violence d'État dans le quotidien et dans de nombreuses sphères privées voir intimes. Ensuite, en articulant ce projet politique à d'autres formes de violences structurelles, les soutiens de l'Inqaz ont accru substantiellement la violence exercée contre une partie de la population. Enfin, l'ethnisation du politique s'ajoute aux dynamiques de classe et de genre pour créer un système de répression inégalitaire et fragmenté régi autant par de nombreuses règles objectives que par la subjectivité des acteurs qui les mettent en œuvre.

LA RÉPRESSION COMME RELATION SOCIALE : LA VIOLENCE D'ÉTAT PERSONNALISÉE

La dialectique ordinaire / extraordinaire qui se dessine dès lors que nous nous intéressons aux expériences individuelles et collectives de la violence d'État peut également être interrogée par une approche conceptualisant l'épisode répressif comme une relation sociale individualisée, c'est-à-dire un épisode de violence interpersonnelle entre celui qui réprime et celui qui est réprimé. Celui-ci n'existe pas en dehors de tout contexte : il s'imbrique dans l'ensemble de relations sociales de genre, de classe, d'ethnicité... que nous avons présentées ci-dessus et dans lesquelles s'exprime la violence structurelle. Ceci va influencer sur le déroulement et l'issue de la relation de répression, qui sont donc à la fois constitutives des normes sociales et relations de domination structurant la société soudanaise et configurées par ces dernières. C'est là, au moment où s'entrecroisent les multiples formes de violence du continuum, que peuvent se dessiner des interstices, de l'aléatoire et du discrétionnaire, dans un « système répressif » auquel il pouvait jusque-là apparaître difficile d'échapper.

La trajectoire de C., personnalité publique originaire du Nord Kordofan, nous permet d'appréhender cette dimension relationnelle de la répression et d'interroger ses effets.

Trajectoire 3. C., la personnalité publique

C., la soixantaine, possède une trajectoire répressive un peu particulière. Originaire d'une famille de l'élite tribale du Nord Kordofan, il fait des études d'ingénieur à l'Université de Khartoum dans les années 1970 et appartient à un petit parti socialiste. Il se marie avec une journaliste appartenant à une famille prestigieuse de par sa proximité avec la famille Mahdi. C. a une carrière professionnelle bien remplie puisqu'il devient professeur d'ingénierie et fonde également une entreprise de mécanique qui connaît un grand succès. N'appartenant pas à la classe des *effendis* il ne sera pas inquiété par le régime soudanais jusqu'à ce qu'il fonde des associations de défense des droits de l'homme et qu'il s'implique après 2003 dans la collecte de preuve des crimes de guerre au Darfour. Il a été emprisonné à de multiples reprises pour des durées parfois longues. Il a également été poursuivi pour « trahison » et « crime contre l'État » et ses associations interdites. Par ailleurs, les détentions dont il a fait l'objet ont évolué en fonction de sa reconnaissance médiatique et internationale. En effet, des campagnes de soutien nationales et internationales ont été organisées lors de ses dernières arrestations. Néanmoins C. a été torturé à plusieurs reprises, y compris lors de ses détentions les plus récentes, par des membres haut placés du NISS (un des directeurs adjoints) du fait du caractère sensible politiquement de cet acte. Sa famille compte plusieurs membres fortement impliqués auprès du régime, dont son frère qui a occupé à plusieurs reprises des ministères de l'État fédéré du Nord Kordofan.

Le récit que fait C. de l'une de ses arrestations est qu'il n'a pas été immédiatement torturé par les premiers officiers auxquels il est confronté, mais au terme de plusieurs jours de détention, lorsqu'un membre très haut placé du NISS fait son apparition. L'intervention de ce dernier est vue comme nécessaire pour effectuer les actes de violence étant donnée l'importante réputation de C. Ainsi, ce n'est pas uniquement l'identité sociale du réprimé qui est en jeu dans la relation de répression, mais également celle de la personne qui réprime. Ceci est en partie lié à l'importance et la complexité de réseaux d'interconnaissances tissés particulièrement étroits au Soudan. En effet, pour les agents de l'appareil sécuritaire, notamment ceux qui occupent en son sein une position subalterne, le risque que leurs victimes connaissent des « gens importants », comme le mentionnait A., est d'autant plus grand que cohabitent au sein de nombre de familles soudanaises soutiens et opposants au régime, ce dont témoigne la trajectoire de C.

Cette réalité s'explique par la stratégie de pénétration sociale et de cooptation menée par le FNI au sein des élites *effendis* que sa prise de pouvoir et son projet révolutionnaire visaient paradoxalement à exclure (Elnur, 2009 ; Marchal, Ahmed, 2010). Or, si en effet les purges massives des premières années du régime touchent particulièrement ces classes dominantes, à partir de la fin des années 1990 une partie de la bourgeoisie commerçante traditionnelle réintègre progressivement le système clientéliste de l'Inqaz. Par ailleurs, les liens entre le mouvement islamiste et ces élites traditionnelles sont également familiaux : Hassan al-Tourabi et Sadiq al-Mahdi – dirigeant du *National Umma Party* qui s'est opposé au régime et incarnation de ces élites traditionnelles – étaient par exemple beaux-frères. Étant donné ces réseaux d'interconnaissance, la répression des milieux dominants est

un exercice risqué pour les agents des services de sécurité, notamment ceux qui n'en font pas eux-mêmes partie. Cela les expose en effet à des sanctions de la part de supérieurs hiérarchiques dont l'appartenance à ces milieux est bien plus probable. Bien que nos connaissances en matière de sociologie des institutions sécuritaires soudanaises restent limitées à ce jour, plusieurs auteurs affirment en effet que les rangs les plus élevés du NISS étaient recrutés durant l'Inqaz parmi les populations riveraines, dans la continuité des pratiques établies des régimes précédents et de la période coloniale (Berridge, 2013a). Or, ce recrutement parmi une élite restreinte a limité l'autonomisation des forces de sécurité, car il signifie que la répression est organisée et mise en œuvre par des individus situés dans les mêmes réseaux de solidarité familiaux, ethno-tribaux et de quartier que leurs cibles⁸. Le témoignage de ce jeune homme, arrêté dans sa voiture par la police des mœurs alors qu'il était accompagné d'une femme, nous donne l'illustration de cette autonomisation limitée et des effets de l'enchâssement du système répressif dans la société dans son ensemble : après qu'il ait dû verser de l'argent et recevoir un rappel à l'ordre de la part des policiers, le cousin du jeune homme, haut gradé de la police, est intervenu. Les policiers reçurent alors une sanction disciplinaire et durent venir s'excuser et rendre l'argent, alors même que les pots-de-vin sont une pratique ordinaire.

Les victimes de la répression peuvent donc tenter de tirer profit de cette perméabilité de l'appareil sécuritaire aux hiérarchies sociales afin, si ce n'est d'échapper à la violence, d'imposer un coût social à son exercice. Le cas du *minbar shat* durant l'épisode révolutionnaire de 2018-2019 peut être interprété comme relevant d'une telle stratégie. Les jeunes femmes appartenant à ce groupe Facebook non mixte, consacré au départ à la dénonciation des comportements adultères des hommes, se sont mises à y diffuser des photographies des individus réprimant les manifestations afin de les identifier et de les dénoncer à leurs familles (Hagenah, 2019). Elles tentaient ainsi de lutter contre la répression en jouant sur la réputation individuelle et familiale, élément structurant du fonctionnement de la société soudanaise que les services de sécurité ont d'ailleurs instrumentalisé de longue date. Cette dimension est en effet mobilisée dans un répertoire d'action répressif visant en particulier les jeunes et surtout les femmes. Des agents du NISS ont par exemple rendu visite à la famille d'une militante pour la menacer de lui administrer de terribles sévices et de répandre des rumeurs sur sa vertu. Ils visent ainsi à transformer l'espace familial en espace de répression et le chef de famille en allié de la violence d'État en l'incitant à contrôler les comportements politiques et sociaux de ses enfants, constituant ainsi le continuum entre violence structurelle, violence d'état et violence interpersonnelle, ici ancrée dans la sphère domestique. La répression du militantisme et la mise en conformité des comportements, réinterprétés en enjeux de réputation, deviennent ainsi une affaire de famille.

L'état actuel des données disponibles ne nous permet cependant pas d'affirmer que les agents visés par de telles pratiques soient dans des positions de subalternité au sein de l'organisation - même s'il s'agit d'une hypothèse raisonnable - et que

8. Cette analyse vaut cependant essentiellement pour les régions centrales du pays et en particulier sa capitale.

celles-ci se superposent à une subalternité sociale de classe et d'ethnicité. La continuité de certaines stratégies de recrutement ne doit en effet pas faire oublier le fait que l'Inqaz s'est beaucoup appuyé sur les populations socio économiquement marginalisées, celles-là mêmes qui sont davantage victimes de violence structurelle, pour peupler certains de ces organes répressifs. C'est notamment le cas de la police des mœurs⁹ qui, selon Berridge (2013b), incorpora nombre d'agents venus de l'ouest et du sud du pays, de même que fut cooptée au niveau des élites politiques et économiques une bourgeoisie périphérique (Chevrillon-Guibert, 2013). La mise en place en 2013 de la milice paramilitaire des *Rapid Support Forces* (RSF) à partir d'une partie des milices Janjaweed¹⁰ et leur mobilisation dans la répression des manifestations d'ampleur ayant eu lieu à Khartoum la même année montrent également l'adaptabilité du pouvoir et la complexité des dynamiques d'inclusion / exclusion des populations dites périphériques. L'identité périphérique et rurale contribua à faire de cette répression sanglante un choc pour les jeunes militants éduqués issus des régions riveraines ayant pris part à la mobilisation.

Outre qu'elle contribue à autonomiser les services de sécurité et à permettre l'exercice d'une violence d'État accrue sur des populations qui pouvaient y échapper de par leur identité sociale, cette stratégie de recrutement parmi des groupes dominés conduit également à renforcer les clivages sociaux et identitaires en dressant des groupes socialement construits les uns contre les autres et en alimentant les préjugés des uns envers les autres. Berridge (2013b) décrit notamment comment des membres de l'élite riveraine opposés au gouvernement ont perçu les recrues de la nouvelle police des mœurs comme des « Africains » venant notamment du Darfour, population qu'ils associaient à la brutalité et l'incapacité à respecter un certain « décorum » dans l'exercice de la répression. Or, en produisant l'altérité, ces discours opèrent de la même manière que ceux de l'Inqaz et contribuent à la violence structurelle, alors même que malgré ces recrutements, la violence d'État a continué à s'abattre avec la même intensité sur les populations dites dominées. Analyser la façon dont la violence d'État est exercée et la replacer dans un contexte plus large de violence structurelle permet donc de mettre en lumière le jeu complexe joué par le pouvoir entre 1989 et 2019 - et avant cela par la stratégie de recrutement du NIF - au niveau des relations entre groupes composant la société soudanaise ainsi que les liens paradoxaux et dynamiques qu'il a entretenus avec certains d'entre eux.

C'est donc une topographie particulièrement complexe de la répression qui émerge de l'analyse d'épisodes répressifs spécifiques vécus par des militants. Parce qu'elle se situe dans un continuum de la violence, la violence d'État s'exerce également en fonction des normes qui régissent les interactions en dehors des espaces spécialisés où est exercé l'acte répressif que sont la prison, la station de police ou les bureaux du NISS. Ceci ne signifie pas nécessairement que certains acteurs ont la capacité d'échapper systématiquement à la violence, mais que s'ouvrent dans le système des interstices dont ses cibles peuvent tirer avantage.

9. Le terme recouvre en réalité plusieurs forces de police distinctes mais aux mandats largement similaires.

10. Composées pour l'essentiel d'hommes issus de tribus dites arabes du Darfour, les Janjaweed étaient le bras armé du gouvernement de Béchir dans le conflit au Darfour.

CONCLUSION

L'analyse des « trajectoires répressives » de militants anti-Inqaz et des moments de face-à-face avec les agents de l'appareil sécuritaire dont ils font l'expérience illustre l'importance de situer ces moments dans leur contexte socio-économique, autrement dit de voir l'ordinaire - la reproduction de rapports de domination fondés sur la classe, le genre, l'assignation identitaire - dans des rencontres qui relèvent pour certains militants de l'extraordinaire. Pour d'autres, la répression se situe dans la continuité d'une violence quotidienne, ancrée dans le processus historique de sociogenèse de l'État. L'approche adoptée invite par ailleurs à interroger dans un même mouvement la sociologie des réprimés et celle des « réprimants » et, ce faisant, les stratégies de recrutement mises en œuvre par les dirigeants. Ces dernières apparaissent dans notre cas d'étude fondées sur une tension fondamentale entre, d'un côté, la volonté de transformation sociale radicale du mouvement islamiste et de l'autre l'impossibilité de renverser des hiérarchies sociales construites sur le temps long et des réseaux d'interconnaissance auxquels les élites du mouvement islamiste appartiennent également.

Décrire et analyser les logiques répressives de l'Inqaz revient in fine à brosser le portrait d'un système complexe, producteur d'incertitude et d'aléatoire dans les formes de violence subies, mais dont la caractéristique centrale semble finalement être de toucher tous les individus. À cet égard, l'usage fréquent par les Soudanais rencontrés au fil de nos terrains respectifs du terme de totalitarisme pour qualifier l'Inqaz est parlant, non pas parce qu'il s'agit d'une catégorisation scientifique dont la pertinence peut être débattue, mais parce qu'il reflète une compréhension émique - des acteurs sociaux eux-mêmes - du régime, celle d'un pouvoir dont les pratiques de contrôle et de violence avaient pénétré jusqu'aux niveaux les plus intimes de la vie quotidienne.

RÉFÉRENCES / REFERENCES

- Ahmed A. M. (1979), « 'Tribal' Elite: a Base for Social Stratification in the Sudan », in Diamond S. (ed.), *Toward a Marxist anthropology*, Hague, Mouton.
- Al-Affendi A. (1991), *Turabi's Revolution: Islam and Power in Sudan*, Grey Seal, London.
- Amselle J.-L., M'Bokolo E. (2005), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.
- Asad T. (1973), *Anthropology and the Colonial Encounter*, London, Ithaca Press.
- Bayart J.-F. (2008), « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne », *Politique africaine*, n° 2.
- Berridge W. (2013a), « Sudan's security agencies: fragmentation, visibility and mimicry, 1908–89 », *Intelligence and National Security*, vol. 28, n° 6.
- Berridge W. (2013b), « The Ambiguous Role of the Popular, Society and Public Order Police in Sudan, 1983–2011 », *Middle Eastern Studies*, vol. 49, n° 4.
- Bonte P., Conte E., Dresch P. (2001), *Émirs et présidents. Figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*, Paris, CNRS Éditions.

- Bourdieu P. (1977), « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 32^e année, n° 3.
- Bourdieu P. (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- Bourgois P. (2001), « The power of violence in war and peace: Post-Cold War lessons from El Salvador », *Ethnography*, vol. 2, n° 1.
- Bourgois P., Hewlett C. (2012), « Théoriser la violence en Amérique. Retour sur trente ans d'ethnographie », *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, n° 203-204.
- Bozarslan H. (2015), *Révolutions et états de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, CNRS Éditions.
- Casciarri B. (2009), « Hommes, troupeaux et capitaux. Le phénomène tribal au Soudan à l'heure de la globalisation », *Études rurales*, n° 184.
- Chevillon-Guibert R. (2013), *Des commerçants au cœur de l'expérience islamiste au Soudan : rapports de l'au pouvoir et recompositions des communautés darfouriennes zaghawa à l'aune des alliances du mouvement islamique soudanais (1950-2011)*, Thèse de doctorat, Université d'Auvergne.
- Choplin A. (2006), « Khartoum au défi de la paix, la capitale soudanaise entre violence urbaine et symbole de réconciliation », *Géofrag.*
- Combes H., Fillieule O. (2011), « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue Française de Science Politique*, vol. 61, n° 6.
- Cormier P., Erdinc I. (2020), « Introduction. Les répertoires d'action répressifs en régime autoritaire », *Pôle Sud*, n° 53 (ce numéro).
- Crettiez X. (2008), *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte.
- Denis E. (2005), « De quelques dimensions de Khartoum et de l'urbanisation au Soudan », *Lettre de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain*.
- Deshayes C. (2019), *Lutter en ville au Soudan. Ethnographie politique de deux mouvements de contestation : Girifna et Sudan Change Now*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 8 Vincennes - Saint Denis.
- Deshayes C., Vezzadini E. (2019), « Quand le consensus se fissure. Processus révolutionnaire et spatialisation du soulèvement soudanais », *Politique africaine*, n° 2.
- El-Battahani A. (2009), *Nationalism and Peasant Politics in the Nuba Mountain Region of Sudan, 1924 – 1966*, Khartoum, Khartoum University Press.
- Elnur I. (2009), *Contested Sudan: The political economy of war and reconstruction*, Routledge.
- Falquet J.-F. (1997), « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions à partir du cas salvadorien », *Nouvelles questions féministes*, vol. 18, n° 3/4.
- Fassin D., Fassin E. (2006), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte.
- Galtung J. (1969), « Violence, peace, and peace research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3.
- Gallab A. (2008), *The First Islamist Republic: Development and Disintegration of Islamism in the Sudan*, Burlington, Ashgate Publishing.
- Hagenah I. (2019), « How The Women-Only Facebook Group Minbar-Shat Helped Overthrow The Sudanese Government », *ELLE*, 4 octobre.
- Hermet G. (1985), « L'Autoritarisme », in Grawitz M., Leca J. (dir.), *Traité de Science Politique. Vol. 2 : Les régimes politiques contemporains*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Hibou B. (2006), *La force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte.

- Ireton F. (2015), « Access Strategies to Economic And Social Ressources among Recent Migrants on the Outskirts of Khartoum », Casciarri B., Munzoul A., Ireton F. (eds.), *Multidimensional Change in Sudan (1989–2011): Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities*, Oxford/NY, Berghahn Books.
- Johnson D. (2003), *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, Bloomington, Indiana University Press.
- Kelly L. (1987), « The continuum of sexual violence », in Hanmer J., Maynard M. (eds.), *Women, Violence and Social Control*, London, Palgrave Macmillan.
- Linz J. (1964), « An Authoritarian Regime: The Case of Spain », in Allardt E., Littunen Y. (eds.), *Cleavages, Ideologies and Party Systems: Contributions to Comparative Political Sociology*, Helsinki, The Academic Bookstore.
- Mahé A.-L. (2017), *Négocier la domination autoritaire au Soudan. Développement participatif et dynamiques de pouvoir dans la province du Nord Kordofan*, Thèse de Doctorat, Université de Montréal.
- Marchal R., Ahmed E. (2010), « Multiple Uses of Neoliberalism: War, New Boundaries, and Reorganisation of the Government in Sudan », in Gutiérrez F., Schönwälder G. (eds.), *Economic Liberalisation and Political Violence. Utopia or Dystopia?*, Pluto Press.
- Médard J.-F. (1991), « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire », *Politique Africaine*, n° 43.
- Olivier de Sardan J.-P. (1995), « La politique du terrain », *Enquête*, n° 1.
- Pérouse de Montclos M.-A. (2001), « Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum », *Dossiers du CEPED*, n° 63, Paris.
- Picard E. (2008), « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in Dabène O., Geisser V., Massardier G. (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle : convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte.
- Pommerolle M.-E., Vairel F. (2009), « S'engager en situation de contrainte », *Genèses*, n° 4.
- Saeed A. (1982), *The State and Socio-Economic Transformation In the Sudan. The Case of Social Conflict in Southwest Kordofan*, Thèse de doctorat, University of Connecticut.
- Salomon N. (2016), *For love of the prophet: An ethnography of Sudan's Islamic state*, Princeton University Press.
- Scheper-Hughes N., Bourgois P. (2004), « Introduction: Making sense of violence », in Scheper-Hughes N., Bourgois P. (eds.), *Violence in War and Peace: An Anthology*, Blackwell Publishing.
- Schlee G., Watson E. (2009), *Changing Identifications and Alliances in North-East Africa: Sudan, Uganda, and the Ethiopia-Sudan Borderlands*, Berghahn Books.
- Scott J. W. (1998), *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les Droits de l'homme*, Paris, Albin Michel.
- Sharkey H. (2003), *Living with colonialism: Nationalism and culture in the Anglo-Egyptian Sudan*, University of California Press.
- Sharkey H. (2008), « Arab identity and ideology in Sudan: The politics of language, ethnicity, and race », *African Affairs*, vol. 107, n° 426.
- Werner O., Bernard H. R. (1994), « Ethnographic sampling », *Cultural Anthropology Methods Journal*, vol. 6, n° 2.